



**INTERDICTION DES
LICENCIEMENTS**



**SOLIDARITÉ
AVEC LES PSA ET LES SOUS-TRAITANTS**

Le gouvernement Ayrault - Hollande ne cache plus que c'est une politique d'austérité sans fin qu'il va imposer aux classes populaires.

Pour le coup, oubliées les pauv' p'tites promesses électorales. En plus de la destruction du droit du travail au travers du projet de loi sur l'Accord National Interprofessionnel (ANI) sur la «sécurisation de l'emploi», ce gouvernement a décidé que rien ne devrait échapper à l'austérité.

Faut bien financer les cadeaux au patronat !

En décembre le « pacte de compétitivité » offrait 20 milliards de réductions d'impôts aux entreprises. Nous, on aura bientôt la hausse de la TVA pour 10 milliards. Et 10 milliards de moins pour les services publics, les collectivités... Mais on vient d'annoncer qu'en 2014, ce sera 15 milliards de moins !

Retraites : un air de déjà vu

Dimanche dernier, la ministre des affaires sociales a prévenu : des «efforts» seront demandés «à tous les français». Selon les «experts» appointés par le gouvernement, le déficit des caisses de retraites sera de 20 milliards en 2017 si rien n'est fait. Sauf que 20 milliards, c'est une goutte d'eau dans l'océan des subventions, des exonérations de « charges », des niches fiscales et des commandes d'Etat qui enrichissent toujours plus les grands groupes. .

Tous ensemble contre LE GOUVERNEMENT PS...A !!!

Pourtant, même dans la crise, le patronat est loin d'être à l'article de la mort. Voilà ce que prouvent les profits des entreprises du CAC 40. Pour Total seule ce sont 12 milliards d'euros, immédiatement disponibles.

Donner une suite à la mobilisation contre la loi dite de « sécurisation de l'emploi »

Mardi 5 mars, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté contre la transcription dans la loi de l'accord honteux conclu le 11 janvier entre le MEDEF et les syndicats CFDT, CGC et CFTC.

Si cette loi passait, les patrons pourraient imposer des mutations sans limite de distance et de trajet, modifier le temps de travail et baisser les salaires, sous prétexte de difficultés économiques.

Mais une seule journée d'action ne suffira pas pour empêcher cette adoption.

Austérité, flexibilité, licenciements, précarité, chantage patronal, et maintenant les retraites. La politique du « dialogue social », si chère à ce gouvernement et à laquelle se prêtent les directions syndicales a fait la démonstration de sa nocivité.

Des luttes dures et déterminées existent. Comme celles des salariés de PSA Aulnay, en grève contre la fermeture de leur usine depuis le 16 janvier ; de ceux du Fret d'Air France en grève depuis le 16 février à Roissy ; de ceux de Goodyear et de bien d'autres entreprises du pays. Reste à faire converger ces différentes luttes pour bâtir un tous ensemble. C'est la seule façon réaliste de nous défendre jusqu'au bout.

Pour joindre le comité
du Nouveau Parti Anticapitaliste de Montbéliard :
npa.montbeliard@laposte.net

Le blog du secteur automobile du NPA
www.npa-auto-critique.org

Ils en ont des idées, pour aider les capitalistes !

Les confédérations CGC et FO ont proposé à Montebourg et au pdg de Renault la création de «zones franches» autour des usines PSA et Renault : très peu d'impôts et de charges à payer pour les patrons !

Ils prennent l'exemple de l'usine de Tanger au Maroc, et qui existe malheureusement dans bien d'autres endroits du monde : les Etats subventionnent massivement des grandes entreprises tout en les exonérant de toute fiscalité, et souvent en ne les embêtant pas avec le droit du travail.

Mais les « charges », ce sont nos retraites, notre Sécu ; et les impôts, ce sont nos écoles, nos routes... Evidemment, cette compétition de cadeaux envers les grandes entreprises n'a pas de fin, on peut descendre très bas dans la perte des acquis sociaux.

0, c'est l'augmentation générale accordée pour 2013 aux salarié-e-s de PSA

000000, c'est le nombre de zéro qu'il y a au salaire annuel de Varin, pdg.

L'ANI, ce n'est même pas bon pour la santé !

L'Accord National Interprofessionnel signé par le Medef, la CFDT, la CFTC et la CGC comporterait des points positifs ???

Ainsi la généralisation des complémentaires santé d'entreprise serait un pas en avant ?

Oui, un pas en avant pour les grands groupes d'assurance privée comme Axa (4,3 milliards de profits en 2012) qui vont voir leurs contrats augmenter. Et un bond en arrière pour la Sécu !

Déjà deux tiers des salariés du privé sont concernés par ces contrats d'assurance collectifs en entreprise. L'Etat subventionne les entreprises pour ça : 4,3 milliards par an, autant que les profits d'Axa ! C'est autant d'argent qui ne va pas à la Sécu.

Plus on développe ces contrats privés, plus la prise en charge universelle par la Sécu recule.

Ce système, c'est celui des Etats-Unis, une santé à plusieurs vitesses, des droits que l'on perd en même temps que son boulot, des millions de gens sans protection qui ne peuvent pas se soigner.

La force de la Sécu, c'est qu'elle est là pour tout le monde. C'est elle qui doit nous protéger, pas des fonds privés qui spéculent sur notre santé !

Aulnay toujours en grève

Les collègues d'Aulnay sont dans leur 9ème semaine de grève, quasiment sans production de l'usine. Chacun-e peut les soutenir en versant aux collectes ou sur le site internet cgt.psa.aulnay.fr

En plus des collectes, le meilleur moyen de soutenir les collègues serait de rentrer à notre tour en lutte !

Qui nous protégera de la police ?

Quand le 8 mars les grévistes d'Aulnay ont occupé le siège de l'UIMM (le Medef de la métallurgie), la police les a « délogés ».

Quand la veille les ouvriers de l'usine Goodyear d'Amiens veulent sauver leur emploi et protéger leurs famille en manifestant devant la direction à Rueil-Malmaison, les CRS sont là en nombre pour les empêcher d'approcher, à coup de canon à eau, matraques et gazs lacrymo. Et les policiers n'hésitent pas à porter plainte ensuite contre ceux qui ne se sont pas laissés faire !

Quand les métallo d'ArcelorMittal ont manifesté en février à Strasbourg, les flics ont tiré au FlashBall à hauteur de visage, et ont réussi à faire perdre un œil à un jeune intérimaire belge.

Valls, le ministre de l'intérieur, réprime les manifestants mais personne ne l'a vu matraquer les patrons licenciés, ni gazer les actionnaires ! Le bon chien de garde du patronat a choisi de protéger l'ordre du pognon, pas la population.

JUSTICE À 2 VITESSES...

AUJOURD'HUI
SI TU BALANCES
UN ORDINATEUR
PAR LA FENÊTRE
TU RISQUES PEU...

QUE
SI TU FOUS
3800 SALARIÉS
À LA PORTE !

